La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1179 - octobre 2016 SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON constate que les nouvelles concernant le climat et la pollution ne sont pas bonnes mais que les Chinois semblent moins aveugles que certains économistes occidentaux.

• DÉBAT : LA PENSÉE OCCIDENTALE ET LA DÉMOCRATIE

page 3 L'ennemi public N°1: la pensée occidentale

François Chatel s'appuie sur les nouvelles connaissances des sociétés primitives pour montrer qu'il est faux de faire croire que leur "nature" pousse irrésistiblement les êtres humains à préférer la lutte malsaine de tous contre tous à la solidarité : c'est leur culture qui façonne leur mentalité. C'est donc l'organisation sociale qu'il faut changer, de façon à favoriser, à développer une autre culture, adaptée au monde moderne, mais qui, au lieu de gratifier le "chacun pour soi" permette de retrouver l'harmonie qui a existé dans les relations humaines.

page 6 Dialogue à propos de la pensée occidentale

MICHEL BERGER et FRANÇOIS CHATEL cherchent comment parvenir à changer les mentalités alors que les "responsables" politiques, insouciants de cette nécessité, s'appliquent, bien au contraire, à l'entretenir.

page 9 La démocratie en question

MICHEL BERGER, constatant, exemples à l'appui, que nous ne sommes pas en démocratie, passe en revue les possibilités de réformes qui pourraient améliorer la consultation des populations.

• LECTURES

page 12 Deux brochures à lire:

MANUEL D'ÉCONOMIE CRITIQUE, un réquisitoire solide établi par une cinquantaine de collaborateurs du Monde Diplomatique contre la prétendue "science économique".

IMPUNITÉ DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES, la dénonciation par le CETIM de l'impunité des multinationales qui violent les droits humains, mais profitent de privilèges "libéraux" pour influencer partout les grandes décisions politiques.

• CULTURE

page 13 À ne pas manquer

MICHEL ET ALINE COLLINE recommandent le film Toni Erdmann de Maren Ade

page 13 Ceux qui n'en peuvent plus

Berthe Escurpeyrat nous a laissé d'émouvants alexandrins...

page 15 Courrier des lecteurs

PRIX en **FRANCE** 3 €. ISSN: 2117-5047, eISSN: 2493-2752 commission paritaire N°0418 I 83051

LE PREMIER TERRORISME

Le 31 juillet dernier, dans l'avion qui le ramenait de Pologne, le Pape a déclaré¹: «Je n'aime pas parler de violence islamique car tous les jours, dans le journal, je vois des violences. Ici en Italie, l'un qui tue sa fiancée, l'autre son associé et ce sont des catholiques baptisés! Ce sont des violents catholiques. Si je parle de violence islamique, je dois parler de violences catholiques [...] Le terrorisme est partout et tant qu'au centre de l'économie mondiale il y a le dieu argent et pas la personne, c'est ça le premier terrorisme. C'est un terrorisme de base contre toute l'humanité». Inutile de dire que ces paroles réalistes n'ont pas manqué de faire hurler nombre de "bien-pensants"...!

EST-IL ENCORE TEMPS ?

N'en déplaise aux climato-sceptiques (Trump, Sarko, ...) les nouvelles du climat sont de plus en plus alarmantes que l'on s'intéresse à l'élévation de température ou à la pollution de l'air. La NOAA² vient d'annoncer que le mois d'août avait été, en moyenne mondiale, le plus chaud observé depuis le début des relevés, en 1880, et le seizième mois consécutif à battre son record de température, phénomène jamais enregistré en 137 ans de mesures. Les derniers travaux de recherche effectués sur l'élévation future des températures, sur la capacité des sols à absorber les émissions humaines de gaz à effet de serre ou sur la stabilité des glaciers ne sont guère plus réjouissants.

Qui plus est, selon une nouvelle étude de l'OMS³, 92% de la population mondiale vit dans des lieux où les niveaux de pollution de l'air extérieur dépassent les limites fixées. C'est notamment le cas des particules fines très dangereuses pour la santé. Ces polluants sont émis principalement par les transports, le chauffage, l'industrie et l'agriculture, mais aussi par les tempêtes de sable. C'est en Méditerranée orientale, dans l'Asie du Sud-Est et dans le Pacifique que les niveaux de pollution de l'air sont particulièrement élevés. L'OMS estime que trois millions de décès par an sont dus à la pollution de l'air extérieur; si on y ajoute celle de l'air intérieur ce nombre atteint 6,5 millions, soit 11,6% de tous les décès dans le monde.

Devant le peu d'enthousiasme des gouvernements et des industriels à mettre en œuvre de véritables politiques économiques, on peut se demander s'il est encore possible de sauver la planète.

LE SALUT VIENDRA-T-IL DE LA CHINE?

On sait qu'en ce qui concerne la croissance et le revenu par habitant la Chine a connu un développement extraordinaire qu'elle a payé au prix de très forts niveaux de pollution de l'air, de contamination et de raréfaction des ressources en terres et en eau. Mais, bonne nouvelle, les dirigeants chinois ont maintenant pris

conscience qu'ils doivent dorénavant protéger avant tout leur environnement,... si bien qu'ils sont en train de devenir l'avant-garde du mouvement pour une «finance verte»⁴! Pour cela, il leur faudra investir annuellement quelque 533 milliards d'euros pour l'assainissement et la protection de l'environnement, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les systèmes de transports... Dans ce but, le 30 août dernier, le président Xi Jinping a approuvé une réforme du système financier chinois destinée à faciliter les investissements "verts". Comme le soulignent Ma Jun⁵ et Simon Zadek⁶, c'est la première tentative mondiale de mise en œuvre d'un ensemble de politiques cohérentes pour promouvoir un changement ambitieux vers une économie plus propre.

Notons qu'un grand nombre de Bourses du monde se sont engagées à exiger des sociétés cotées qu'elles rendent compte des risques qu'elles génèrent pour le développement durable.

LA FIN DE LA RIGUEUR ?

Le mot "relance" est en train de remplacer le mot "rigueur" dans les discours des hommes politiques et des grands instituts économiques : «À tour de rôle, la banque centrale du Japon, le nouveau chancelier de l'échiquier britannique, le FMI, la BCE et la Commission européenne ont évoqué la nécessité de muscler les dépenses publiques et d'investir dans les infrastructures lorsque les ressources budgétaires existent»⁷. Mais jusqu'ici, ce ne sont que des mots!

AVEUGLES ET INÉBRANLABLES

C'est encore d'économistes dont il s'agit! Deux chercheurs, Pierre Cahuc et André Zylberberg, «reconnus pour leurs travaux en économie du travail»8 viennent de publier un ouvrage intitulé : Le négationnisme économique. Comment s'en débarrasser ? dans lequel ils soutiennent que l'économie est devenue aujourd'hui une science expérimentale au même titre que la médecine ou la biologie. Rien que ça! L'économiste Paul Jorion s'en étouffe presque : «Quel est donc cet ennemi si puissant qu'il pourrait menacer les économistes orthodoxes ?» s'interroget-il, «Une allusion d'entrée à Lyssenko pourrait faire penser qu'il s'agit du spectre du défunt communisme soviétique, mais des allusions plus ciblées précisent l'identité du "marchand de doute" dont il faudrait "se débarrasser" : c'est l'État dont les interférences avec les marchés et le mécanisme salvateur de la concurrence ruinent une économie sinon florissante. Page après page, insiste Jorion, le même message est asséné : l'État incarne en tout temps et en tout lieu la menace d'un communisme ressuscité et les économistes hétérodoxes sont ses agents!»

Jean-Pierre MON

|*Le Monde,* |31/7/2016.

National
Oceanic and
Atmospheric
Agency.

Organisation Mondiale de la Santé

4 |*Le Monde*, |15/9/2016.

5 Économiste en chef au bureau de recherches de la Banque Populaire de Chine.

6 | Codirecteur du Programme des Nations-Unies pour l'environnement

| Le Monde, | 31/07-| 01/08/2016

Le Monde, Idées, 28/09/2016 Un changement complet de l'organisation économique et sociale du monde s'avère nécessaire et urgent. Alors pourquoi n'est-il pas entrepris? FRANÇOIS CHATEL répond ici que c'est à cause de l'idéologie occidentale, cette fausse croyance, dominante et paralysante, selon laquelle une "nature" humaine nous obligerait à toujours accélérer notre course en avant sans répit, vers des dangers auxquels la raison, appuyée sur nos connaissances, pourrait peut-être encore nous permettre d'échapper.



L'ennemi public N°1 : la pensée occidentale

a situation du monde actuel, que ce soit du point de vue politique, économique ou environnemental, rend évidente la nécessité d'une révolution, c'est-à-dire d'un changement radical qui mette enfin l'humanité et la planète à l'abri des exactions du système capitaliste.

Déjà au début du XXème siècle, René Guénon, un "visionnaire" qui s'appuyait sur la doctrine hindoue, annonçait : «c'est toute l'époque moderne, dans son ensemble, qui représente pour le monde une période de crise ; il semble d'ailleurs que nous approchions du dénouement, et c'est ce qui rend plus sensible aujourd'hui que jamais le caractère anormal de cet état de choses qui dure depuis quelques siècles, mais dont les conséquences n'avaient pas encore été aussi visibles qu'elles le sont maintenant... le changement qui interviendra aura une portée très générale, et quelle que soit la forme qu'il revêtira... il affectera plus ou moins la terre toute entière»¹.

Non seulement un tel changement est infiniment nécessaire mais, contrairement aux discours qui façonnent les mentalités, il est largement possible.

L'Histoire, en effet, offre de nombreux exemples de bouleversements sociaux qui ont été poussés par la nécessité.

Mais elle montre aussi qu'il existe une très grande probabilité pour qu'une telle évolution soit récupérée, qu'elle soit dévoyée jusqu'à se transformer en la domination d'une classe sociale qui l'empêche d'atteindre ses objectifs. De tels détournements de révolutions du passé sont une alerte qui montre l'importance primordiale de la mise en place d'une nouvelle organisation sociale : le fonctionnement de la société doit en effet être rapidement modifié pour que les nouvelles struc-

tures soient capables de faire table rase de la mentalité antérieure.

UNE MENTALITÉ À REVOIR

Pour René Guénon, la fausse route prise par la civilisation occidentale est due à une mentalité déviante : «en voulant tout ramener à la mesure de l'homme, pris pour une fin en luimême, on a fini par descendre, d'étape en étape, au niveau de ce qu'il y a en celui-ci de plus inférieur, et par ne plus guère chercher que la satisfaction des besoins inhérents au côté matériel de sa nature, recherche bien illusoire, du reste, car elle crée toujours plus de besoins artificiels qu'elle n'en peut satisfaire»¹.

Oui, le changement est nécessaire et urgent. Alors comment se fait-il qu'il soit si difficile de l'envisager ? Qu'il ne soit même pas décidé ? Comment se fait-il que les abominables massacres du passé, en particulier ceux du 20ème siècle, responsables de plus de 230 millions de morts humains, n'ont pas réussi à vacciner définitivement l'humanité contre la cruauté, au moins dans un premier temps envers sa propre espèce ? Comment peut-on encore fabriquer des armes ? Et, pour les vendre, entretenir toutes les formes de nationalisme ? Comment peut-on encore accepter ce capitalisme monstrueusement destructeur ?

Certains ont vite fait de répondre en affirmant que le mal habite l'âme humaine depuis l'expulsion de l'Eden. Qu'il y a des élus de dieu et que les autres sont des rustres associables. Que la guerre fait partie de la vie de l'humanité, que le crime est inscrit dans nos gènes, qu'une croisade religieuse nettoiera le mal, etc...

• On sait pourtant maintenant que ce sont des balivernes, car l'état actuel des connaissances permet de montrer que cette situation chaotique et malsaine date d'un passé récent par rapport à l'existence de l'humanité moderne. «Notre espèce, Homo Sapiens Sapiens, a plus de 100.000 ans d'existence. Pendant la quasi-totalité de cette période, elle n'a absolument pas été caractérisée par les formes de comportements imputées aujourd'hui à la "nature humaine". Rien n'est inscrit dans notre biologie pour expliquer que les sociétés sont ce qu'elles sont. En aucun cas elle ne peut être tenue pour responsable de la gravité de notre situation en ce début de millénaire².

Grâce aux preuves amoncelées³, nous savons que pendant des dizaines de millénaires, l'humanité a vécu dans des conditions bien plus sereines qu'aujourd'hui.

Toutes ces fictions d'une préhistoire sanglante et misérable, de soi disant guerres du feu, ont forgé une fausse croyance sur la nature humaine.

En fait, les comportements humains sont les expressions d'un état d'esprit façonné non pas par une "nature", mais par la culture, et celle-ci dépend des conditions d'existence. C'est pour cette raison que la situation actuelle incite à la modification des structures sociales et de notre rapport à l'environnement de façon à transformer la culture, donc la mentalité qui lui est associée. Pour empêcher la prise de pouvoir d'une classe, ou tout autre récupération, il faut créer de nouvelles structures sociales favorisant les expressions de la "nature" humaine qui ont permis aux peuples ancestraux de vivre, quasi en permanence, dans l'égalité, la démocratie, la coopération et la paix.

En déclin en raison de la domination brutale du monde occidentalisé, il existe encore des peuples qui vivent selon l'organisation originelle de l'humanité. Même si le terme fait peur à certains, on peut dénommer "communisme primitif" leur mode de vie, en raison de l'importance de l'égalité économique et politique, de l'absence de propriétés privées, de la coopération spontanée dans leur économie basée sur le don réciproque.

Je veux être clair : il ne s'agit pas pour moi de prôner un retour en arrière, mais au contraire d'établir des structures sociales qui soient adaptées au monde moderne tout en permettant de retrouver cette mentalité, l'harmonie des relations entre les humains, et le respect de la nature.

TOUT CELA À CAUSE D'UN CROISSANT!

De nombreux ouvrages⁴ consacrés à l'origine et à l'histoire de notre civilisation expliquent que les conditions particulières qui existaient dans le "croissant fertile" ont favorisé un développement qui a orienté les choix économiques et politiques pendant plusieurs millénaires : «La façon dont chaque groupe s'est développé n'a pas dépendu d'une particularité de son message génétique, mais de la façon dont il a adapté son savoir-faire technique et ses formes de coopération à la nécessité d'extraire les moyens d'existence d'un environnement donné»².

Modification du climat, surpopulation, sédentarisation, progrès techniques, prospérité précaire, besoins de réserves alimentaires, organisation du travail, ces éléments ont peu à peu façonné l'organisation sociale et, en conséquence, le comportement humain, la manière de penser, de vivre en société pour assurer la pérennité des acquis et leur développement.

Sans retracer ici le cours de l'histoire de ces civilisations successives dont s'est construit notre monde occidental actuel, il est possible d'en tirer une sorte de bilan social et humain. Il est, somme toute, peu reluisant.

Si les moyens techniques ont connu une fulgurante progression, la mentalité a évolué en sens inverse.

Au cours des cinq derniers millénaires, les conditions géographiques et économiques d'existence ont modelé les structures de la société par l'apparition de l'esclavage, puis de la division en classes sociales due à la diversification nécessaire des activités, par la préparation de la guerre devenue une activité lucrative, par le transfert du pouvoir du peuple vers une caste qui gérait les surplus alimentaires et garantissait la sécurité et à des chefs de guerre qui assuraient la conquête de richesses et la protection. «La force armée fonctionne de façon optimale lorsqu'elle est soutenue par des codes légaux et des idéologies qui sanctifient le pouvoir de la classe dirigeante en la présentant comme la source des moyens de subsistance de tous»² : l'alliance des classes sociales dirigeantes est à l'origine de l'État.

C'est ainsi que la nécessité a transformé les structures sociales, peu à peu, la culture justifiant le bien-fondé de cette évolution. Les transformations survenues dans l'organisation sociale du monde occidental ont modelé, au cours de ces cinq mille ans, la mentalité des peuples soumis à son influence.

Depuis trois siècles, en raison de la mobilisation capitaliste imposée, le processus s'est accéléré au point de s'avérer néfaste à la vie sociale, qui est pourtant indispensable à l'équilibre mental de chacun.

UN OGRE ENVAHISSANT

Au sein de cette civilisation occidentale, et jusqu'à présent, l'acquisition de la richesse a été considérée comme le résultat d'un combat contre ses semblables et contre la nature, donc par la conquête. Donc par la cruauté. Comme si la richesse devait se nourrir de sang, de souffrances et de destructions et non comme le fruit d'un échange constructif ou d'une transaction bénéfique pour l'ensemble des parties!

Dans cette civilisation, guidée par la philosophie du "chacun pour soi", le gain n'est vu que sous l'aspect d'un butin acquis, par les armes ou par la ruse, d'un fort sur un faible. L'objectif poursuivi de s'accaparer les biens d'autrui sans avoir à demander, ni partager, conduit à la suprématie des armes, d'où les progrès foudroyants de celles-ci.

La technologie qui a permis ces progrès a donc été associée au pouvoir, au prestige, d'où le besoin exacerbé d'innovations dans le domaine des matériels qui doivent être toujours plus puissants, plus rapides. «Ce n'est en définitive que par la force brutale que l'Occident est parvenu à s'imposer partout, et il ne pouvait en être autrement, car c'est en cela que réside l'unique supériorité réelle de sa civilisation, si inférieure à tout autre point de vue»¹.

En effet, notre civilisation, comme si elle était rongée par une addiction, montre un surdéveloppement du domaine technologique au détriment des autres domaines comme l'économie, la politique, la philosophie, les relations sociales, l'art, la culture, etc. Toute son organisation est entièrement accaparée, elle est esclave de cet ogre destructeur, rongée par cette bouffissure envahissante et exclusive.

La conquête incessante par la violence a instauré une perverse organisation hiérarchique, inégalitaire, esclavagiste, stigmatisant les bas instincts humains qui ont été considérés comme le contenu principal de sa nature, avec toutes les conséquences culpabilisantes infligées au peuple afin de mieux le soudoyer.

Cette attitude est bien une habitude culturelle puisqu'elle n'est pas utilisée en vue de l'optimisation du bonheur social sur le long terme, pour laquelle la coopération se montre bien supérieure.

Non, seul le court terme est envisagé, d'où

l'encouragement à la compétition et à l'affrontement barbare.

Qu'importe demain puisqu'il sera de toute façon le témoin d'une autre conquête, d'un autre combat!

Désormais, même en son sein, pour optimiser des gains immédiats, la société occidentalisée favorise les rapports de force, la compétition, la concurrence, elle encourage l'expression de la jalousie, de l'envie, de la cupidité, de l'égoïsme ; le tout étant surveillé, contrôlé et utilisé par le pouvoir de l'État, aux mains d'une oligarchie dominante.

MENTALITÉ, QUAND TU NOUS TIENS!

Nous sommes parvenus à une situation où maintenir cette mentalité est suicidaire. Poursuivre en ce sens, lui laisser libre cours, ne peut qu'augmenter le nombre et l'étendue des catastrophes sociales et environnementales. En témoigne, entre autres, le travail d'alerte accompli par Naomi Klein quand elle montre, par exemple, que dans le dos des conférences pour la préservation de l'environnement, l'extraction et l'exploitation catastrophiques des ressources polluantes se poursuit sans retenue⁵.

Bien au-delà des dégradations que ce système inflige à l'humanité, et à son environnement, il s'agit de prendre conscience que la cause suprême qui y a conduit est cet état d'esprit affligeant. Il faut en établir l'origine et en retracer le chemin de développement pour parvenir à nous en débarrasser, sinon l'humanité ne peut qu'aller dans un mur. Réfléchir pour le long terme, pour les générations futures, sera voué à l'échec tant que la partie dominante de l'humanité demeurera affublée d'une mentalité aussi inadaptée à la réalité présente, à la paix entre les peuples, à l'ensemble de l'environnement. L'addiction à la technologie, l'obsession de la conquête par la prise de pouvoir, le culte maniaque du mérite par la souffrance, du réflexe compulsif du recours à l'égoïsme, qui sont propres à la culture occidentale, n'augurent vraiment rien de bon quant à l'assurance d'un avenir durable. D'autant plus que l'Histoire nous apprend que la faillite des civilisations est en général causée par l'entêtement de la classe dominante à vouloir coûte que coûte maintenir son statut privilégié, malgré les menaces réelles et les avertissements des donneurs d'alerte.

Le déclin de cette civilisation occidentale énergivore, destructrice et barbare, est donc inévitable.

Qui peut le regretter, dès lors qu'elle est responsable de tant d'abominables massacres qui se perpétuent, même aujourd'hui, au point de transformer l'humanité en une créature parasite envers tout ce qu'elle touche ?
 Comment défendre, comment continuer de répandre une telle culture qui nuit non seulement à tant de nos semblables mais aussi aux autres espèces ?

> La réflexion et le recul montrent la nécessité d'une réforme totale, d'une complète remise en question.

> Il s'agit de prendre enfin conscience que notre "nature" humaine peut revêtir des aspects très différents suivant les conditions sociales et économiques adoptées. La lucidité doit nous amener à définir les structures d'une société qui permette le développement d'une autre mentalité. Et, pour nous, ceci passe par la prééminence de l'être sur l'avoir, par l'abolition du salariat et de la propriété des moyens de production, par l'égalité économique et politique pour tous, par la coopération et par le libre choix des activités individuelles.

Sus au renard!

C'est dire que la technologie doit être utilisée pour les besoins de la société et non que la société doit être soumise à la technologie : «La question que chacun devrait se poser est : comment est-il possible d'utiliser la richesse pour satisfaire les besoins humains en se débarrassant des structures d'oppression, de la subordonner à une société fondée sur les valeurs qui ont caractérisé les vies de nos ancêtres pendant les centaines de générations du communisme primitif »?²

Dans le but de transformer cette mentalité

désastreuse, nous voyons de nos jours fleurir un tas de manuels et d'initiatives qui font appel aux enseignements des anciennes cultures ou des diverses religions orientales, préconisant le recueillement salutaire, la quête de soi, la maîtrise des émotions, la pratique de diverses disciplines axées sur le self-contrôle, etc... Pourquoi pas ? Mais je doute de l'efficacité de ces remèdes et de ces conseils pour échapper au renard dominateur s'il reste au sein du poulailler.

Il me semble plutôt que la façon de s'en sortir est d'abord de se débarrasser du renard, puis de mettre au point une stratégie pour pouvoir s'en protéger définitivement.

C'est en s'appuyant sur une nouvelle organisation que l'humanité pourra, par sa faculté d'adaptation, développer une autre culture qui la rendra capable de prendre les décisions appropriées aux circonstances actuelles. Les anciens comportements, ceux développés dans les sociétés ancestrales, sont à favoriser afin de modeler chez l'humain une nouvelle mentalité dont sa nature est capable.

François CHATEL

Références:

- 1. René Guénon, La crise du monde moderne, éd. Gallimard.
- 2. Chris Harman, *Une histoire populaire de l'humanité*, éd. La Découverte.
- 3. Marshall Sahlins, Age de pierre, âge d'abondance, éd. Gallimard ; Marcel Mauss, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques, éd. PUF ; Chris Harman, Une histoire populaire de l'humanité, éd. La Découverte.
- 4. Jared Diamond, *De l'inégalité parmi les sociétés*, éd. Gallimard ; Chris Harman, *Une histoire populaire de l'humanité*», éd. La Découverte.
- 5. Naomi Klein, Tout peut changer, éd. Actes Sud.

À la lecture de cet article sur "la mentalité occidentale", un dialogue s'est engagé entre son auteur et Michel Berger, le voici :

Pensée occidentale et démocratie

MICHEL BERGER: On ne peut qu'être d'accord sur le constat: le monde court à sa perte sous l'action d'un monde occidental dont la mentalité dominatrice, concurrentielle, consumériste n'est plus compatible avec un avenir acceptable pour l'humanité.

Mais il ne faudrait pas croire que la domination du système libéral est nouvelle dans l'Histoire du monde et que des formes plus anciennes d'exercice du pouvoir aient été plus satisfaisantes. Il me semble que des excès de même nature étaient aussi fréquents dans les oligarchies, aristocraties, théocraties et autres tyrannies qui ont émaillé les pouvoirs au cours de l'Histoire. Dans tous les cas on retrouve la même déviance : l'acharnement des proches

des pouvoirs à s'approprier peu à peu le maximum de richesses et le fruit du travail des autres.

FRANÇOIS CHATEL: Le système libéral est le fruit mûr d'une succession de civilisations inégalitaires et hiérarchisées qui se sont succédé en Europe avec une extension progressive vers l'ouest. Les premières civilisations se sont formées presque simultanément, vers 8.000 ans avant J-C, dans différentes parties du monde, Chine, Éthiopie, Égypte, Amérique centrale et furent équivalentes à celle qui prit son essor en Mésopotamie et qui, plus tard, forma la nôtre.

En effet, ces premières civilisations installent

très vite un système hiérarchique et d'exploitation du peuple par une oligarchie ou une tyrannie en raison de conditions particulières : démographie croissante, besoin de réserves, besoin d'extension du territoire, apparition de nouvelles techniques et technologies, etc. Mais il faut faire la distinction avec les peuples de chasseurs-cueilleurs dont certains ont peu à peu assimilé l'agriculture ou l'élevage et dont l'origine remonte à au moins 100.000 ans. Les manières de vivre sont très différentes. Ces peuples poursuivent une existence communautaire où règnent la démocratie : une quasi égalité de ressources, le principe de réciprocité, une quasi absence de sexisme, etc. Chris Harman dans Une histoire populaire de l'humanité montre très bien cette différence de régimes politique et économique. C'est pourquoi je fais remarquer dans l'article que la mentalité occidentale formée par les civilisations successives en Europe de l'Ouest, ne peut pas être assimilée à la nature humaine car d'autres peuples, hier et encore aujourd'hui, possèdent des mentalités complètement différentes.

MICHEL: Ces tyrannies, comme tu l'as bien souligné dans l'article, ont conduit presque toujours à des processus révolutionnaires qui ont mis en place des pouvoirs moins inégalitaires. Puis, au bout d'un temps plus ou moins long, à de rares exceptions près, les nouveaux pouvoirs se corrompent, attirent les moins altruistes et les plus intéressés, de sorte que le système en place devient alors de plus en plus insupportable. Ce qui justifie ton appel à un changement de mentalité. Mais comment y parvenir ? On pouvait espérer d'un système démocratique qu'il l'opère en douceur, sans violence, mais hélas, aucun des processus électoraux des dernières (et des prochaines) années dans les pays occidentaux ne porte à l'optimisme.

François: Nous savons aujourd'hui que la mentalité est le fruit de la culture, et non pas de la biologie ou de la génétique. Cette culture se forme en fonction de l'adaptation à un milieu, afin d'acquérir les ressources répondant aux besoins de l'espèce. Changer de mentalité revient donc à créer une nouvelle organisation sociale qui tienne compte des conditions propres à favoriser les comportements considérés comme désormais plus adéquats que les anciens. La mentalité occidentale s'est construite sur la gratification apportée par la guerre, la lutte incessante, la concurrence, la conquête, le profit, le commerce crapuleux, l'exploitation des autres peuples, etc. C'est pourquoi toutes nos relations, ou presque, avec les autres, avec la nature, etc., sont des rapports de force et non de coopération comme ce fut le cas pour les peuples ancestraux (dits «non civilisés»). Le

communisme primitif, adopté par ces peuples, fut aussi pour eux certainement la meilleure réponse à leurs conditions d'existence.

Il nous faut aujourd'hui des relations différentes, basées sur la coopération, la solidarité, le don, la démocratie réelle, le respect de la nature et des autres espèces animales, etc. Il s'agit donc de créer les conditions politiques et économiques qui permettent à la fois de répondre à nos besoins (pyramide de Maslow) et qui amènent chacun à s'exprimer dans le sens recherché. Si je fais souvent référence à ces peuples primitifs c'est parce que leur adaptation a généré une culture et des mœurs qui, en majorité, nous seraient profitables aujourd'hui pour transformer les mentalités, pour nous adapter au mieux aux nouvelles conditions d'existence (forte démographie, ressources décroissantes, environnement fortement menacé, etc...)

MICHEL: Effectivement, pour changer les mentalités on se heurte à une situation toute nouvelle, que jamais l'humanité n'avait connue, et qui tient à la démographie. La population mondiale avait attendu le XIXème siècle pour atteindre son premier milliard. Au début du XXème, elle s'est accrue d'un milliard en seulement dix ans. On ne peut plus imaginer que l'humanité perdure de la même manière en face d'un processus exponentiel dont nous subissons déjà les premières conséquences: épuisement des ressources naturelles, dégradation de nos conditions de vie par la pollution des eaux, de l'air, et la destruction de nombreuses espèces animales.

François : C'est en effet un des obstacles les plus difficile à franchir. Et pourtant nos connaissances et les ressources actuelles, alimentaires et autres, permettent encore de répondre aux besoins généraux. À condition de ne pas poursuivre longtemps encore cette croissance démographique. Or, nous savons que le plus efficace moyen de contraception et de régulation des naissances est la culture, particulièrement celle des femmes. Mais pour se cultiver il faut d'abord pouvoir manger correctement, alors que le capitalisme s'avère incapable de distribuer à tous une saine et suffisante nutrition. C'est donc, comme le montre La Grande Relève depuis tant d'années, le système d'organisation sociale qu'il faut changer, afin que la répartition des ressources se fasse équitablement en fonction des besoins.

Voilà pourquoi nous voulons qu'une nouvelle culture permette de faire table rase des superstitions, de ne plus croire à ce "qu'enseignent" les économistes (libéraux, orthodoxes) qui, du haut de leur prétendue "science", ont réussi à incruster dans les mentalités la conviction qu'aucune véritable alternative au capitalisme n'est humainement plus possible.

 MICHEL: Nous n'allons pas, en effet, vers une plus juste répartition des richesses!

L'appropriation progressive des sols et autres ressources de la planète par les plus riches oblige une partie croissante de l'humanité à lutter pour survivre sur des territoires de plus en plus restreints. L'explosion des migrations en est un des effets les plus flagrants. Encore ne connaissons-nous, en grande majorité, que celles dues à des conflits militaires ou religieux. Que serontelles bientôt, alors que nous pressentons que les changements climatiques rendront inhabitable une partie croissante de la terre!

Des difficultés semblables se retrouvent plus ou moins dans l'Histoire du monde au cours des périodes qui ont précédé les cinq premières extinctions des espèces vivantes. Sommes-nous donc à l'aube d'une sixième extinction? Beaucoup le craignent et on peut se demander s'il n'est pas déjà un peu tard pour réagir. Mais si réaction il y a, elle devra être considérable et impose, comme tu le dis, un changement de mentalité, mais aussi, et il y a urgence, de comportement.

Comment persuader de cette nécessité, dans le délai court qui nous reste pour sauver l'humanité ? La manière dont nous réagissons en face des migrations de population est un indicateur des chances que nous avons encore de perdurer. L'attitude des dirigeants est à cet égard inquiétante. Lorsqu'une région de huit millions d'habitants se déclare incapable d'accueillir quelques milliers de migrants, et que les programmes électoraux, aussi bien de droite que de gauche, ne proposent que de refermer les frontières, on peut s'interroger sur la capacité de nos futurs dirigeants à prendre conscience de l'ampleur des difficultés qui nous attendent!

Cette prise de conscience est paradoxalement plus répandue chez une partie de la population, comme en témoignent les multiples associations d'aide aux réfugiés. Mais seront-elles assez fortes pour s'imposer en face des courants obscurantistes, égoïstes et populistes qui sont en train de s'installer dans beaucoup de pays occidentaux, en particulier en Europe ? On peut s'en inquiéter.

Si donc changement de mentalité il devrait y avoir, le premier pas à franchir ne serait-il pas dans l'accueil des réfugiés, et dans le partage de nos richesses ? Partage qui implique, comme l'exprimait Bernard Blavette dans un récent article de la *GR*, un retour vers la simplicité. Mais n'est-ce-pas un rêve ?

FRANÇOIS: En ce qui concerne l'accueil des réfugiés, il est certain qu'il n'est pas pensable de laisser des gens dans un tel désarroi. Mais l'action générale devrait aussi empêcher les multinationales d'aller exploiter et piller les ressources de ces peuples, de refuser ces guerres qu'elles génèrent au nom de leurs intérêts, bref, de condamner toutes ces stratégies commerciales qui engendrent famines et misères.

Nous possédons des moyens de communication et d'échanges suffisants pour distribuer les ressources disponibles pour répondre aux besoins fondamentaux de tous les humains.

Les migrations devraient être l'alerte qui montre que les conditions d'existence dans telle ou telle partie du monde sont devenues inacceptables et qui entraîne les réactions nécessaires pour résoudre le problème.

MICHEL: Toutes ces mutations au sein de notre espèce et de son environnement se retrouvent plus ou moins dans l'Histoire du monde au cours des périodes qui ont précédé les cinq premières extinctions des espèces vivantes. Sommes-nous donc à l'aube d'une sixième extinction? Beaucoup le craignent...

François : Je rejoins tes craintes. Si nous continuons dans le sens imposé par l'économie capitaliste, la planète va être soulagée du plus grand parasite jamais connu auparavant, il faut bien se l'avouer! D'où l'urgence d'un changement de mentalité par un changement de civilisation.

Faites lire La Grande Relève!

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de s'efforcer de faire découvrir La Grande Relève autour d'eux, d'en parler souvent, de l'offrir, de penser à laisser traîner un exemplaire dans un salon d'attente, dans les transports en commun, etc.

Mieux encore: prêter une GR à ses proches, à ses voisins! Car une telle lecture ne peut que les aider à réfléchir... et aussi les inciter à s'abonner, ce qui est le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, publié sans la moindre subvention et sans publicités payantes, ne vit depuis plus de 80 ans que grâce à ses abonné(e)s.

Alors que les grands médias vont encore, et pendant des mois et des mois, mobiliser les esprits autour des manifestations de l'ego des "prétendants à la magistrature suprême", et qu'un tribunal vient d'interdire à un maire d'organiser un référendum dans sa commune, MICHEL BERGER s'interroge sur la démocratie.



La démocratie en question

n cette fin d'année 2016, le monde entier semble suspendu à de multiples échéances électorales, et certaines récentes comme le "Brexit" ont ébranlé la quiétude de la Communauté Européenne. D'autres, très prochaines, comme les élections aux États-Unis ou en France, ne sont pas sans risques.

Ailleurs, il semble que les décisions politiques délicates fassent l'objet de référendums dits "populaires", dans lesquels elles trouvent leur justification. À constater toutes ces pratiques, on pourrait croire que dans les pays occidentaux, et en particulier européens, la démocratie a définitivement supplanté toutes les autres formes de pouvoir tyrannique, oligarchique, aristocratique, théocratique. Mais faut-il se réjouir de cette apparente victoire, ou bien ce que nous appelons démocratie n'est-il plus qu'un faux-semblant entre les mains de pouvoirs demeurés (ou redevenus) oligarchiques ?

Plusieurs évènements électoraux ont fissuré de nombreux pays. Parmi ces scrutins récents, le référendum au Royaume-Uni a entraîné un véritable séisme, et ses répliques ne sont pas encore éteintes. Pour rester en France, à une autre échelle plus anecdotique que le Brexit, celui sur la construction de l'aéroport de Notre-Dame des Landes peut-il être qualifié de démocratique sans que l'on se pose aucune question sur sa légitimité ?

L'avenir proche n'est pas encourageant : les élections américaines pourraient se terminer par une présidence aussi folklorique qu'irresponsable. Quant aux prochaines élections présidentielles françaises, elles se résumeront selon toute probabilité à une confrontation triangulaire entre des candidats qui font tous trois l'objet d'une répulsion largement majoritaire.

Chez nous, l'inconsistance du pouvoir dit "démocratique" le conduit à recourir, dès que cela l'arrange, à l'article 49-3 de la Constitution, au mépris du rôle le plus élémentaire des instances représentatives.

Enfin comment ne pas voir que la dérive financière qui gangrène, à l'échelle mondiale, la plupart de nos sociétés, perturbe aussi toutes les formes de scrutin? Il serait abusif d'affirmer que le plus riche gagne à tous les coups, mais les consultations dites "populaires" s'apparentent de plus en plus à des opérations "marketing", dont les recettes sont bien

connues des communicants et commerciaux de toute nature.

Toutes ces dérives découragent les électeurs et entraînent une abstention croissante qui relativise les résultats. Les majorités deviennent de moins en moins représentatives, d'où un doute sur la légitimité d'un pouvoir qui se targue cependant d'être toujours démocratique.

Tous ces appels au peuple ne semblent cependant poser aucune question. Comme si les référendums et les élections de toute nature aboutissaient à chaque fois aux meilleurs choix possibles. L'histoire, hélas, nous prouverait facilement le contraire : on se souvient de l'élection "démocratique" d'Hitler!

Alors, bien sûr, ce n'est pas qu'aujourd'hui que des interrogations portent sur le fonctionnement idéal d'un pouvoir démocratique. Né en Grèce vers les 800 avant J-C, il était déjà très discutable puisque seuls les citoyens pouvaient voter, et non les esclaves qui représentaient cependant la grande majorité de la population.

La représentation était à la fois directe et en partie représentative. Très tôt s'est posée la question de la primauté de l'un sur l'autre, et ce débat n'a jamais été vraiment tranché. Pour Sieyès «Le peuple ne peut agir que par ses représentants». À l'inverse J.J. Rousseau disait «La souveraineté ne peut être représentée, pour la même raison qu'elle ne peut être aliénée. Elle consiste essentiellement dans la volonté générale et la volonté générale ne se représente pas».

La démocratie suppose l'égalité de tous devant la loi. Mais celle-ci n'implique pas pour autant l'égalité dans l'exercice du droit de vote. Platon affirmait: «les citoyens ne peuvent diriger la cité sans une certaine connaissance du beau, du vrai et du juste». Ce qui justifiait la limitation du droit de vote à certaines élites. Rappelons-nous qu'en France, les citoyens n'étaient pas égaux devant les urnes, en particulier les femmes qui n'y ont accédé qu'au milieu du XXème siècle. Sans parler des suffrages censitaires qui réservaient le droit de vote aux seuls citoyens suffisamment imposables. Cette inégalité devant les choix électoraux coïncide avec une inégalité croissante dans le partage des richesses. Pour Tocqueville «La démocratie exige une certaine égalité dans les fortunes». Ce qui incite à douter de la possibilité pour des sociétés fondées sur l'unique • recherche du profit de conserver les fondements même de la démocratie. Est-elle alors condamnée à s'enliser dans des pratiques frelatées qui risquent de faire retomber les souverainetés dans tous les excès de pouvoir, oligarchie, tyrannie, théocratie, qui se pressent à nos portes ? «La démocratie est le pire des régimes, à l'exclusion de tous les autres» a bien dit Churchill !

> Il y a, en effet, de multiples écueils sur lesquels elle risque de se briser et qui font que l'assiette des consultations populaires n'est pas neutre.

> Un premier exemple est la manipulation des cantons électoraux. On y est habitué depuis longtemps: avant chaque élection, les majorités parlementaires en place s'emploient à en redessiner les contours de manière à charger les cantons perdus d'avance en électeurs de l'opposition, et au contraire à rendre aussi peu majoritaires que possible le maximum de cantons, de manière à élire le plus de députés de son bord avec un minimum de voix.

Le référendum de Notre-Dame des Landes est un autre bon exemple de manipulation électorale douteuse. Il suffisait de se limiter à deux territoires aux intérêts opposés : les habitants de Nantes qui ont voté pour, trop heureux d'échapper en partie aux nuisances de bruit de l'aéroport actuel. À l'inverse, ceux de Notre-Dame des Landes ont voté contre, risquant d'être dépossédés de leur territoire et de leur cadre de vie. Le résultat était de toute évidence attendu, les Nantais étant de loin les plus nombreux. On était donc sûr ainsi de satisfaire le pouvoir en place et le lobby des entreprises. Affirmer que le peuple s'est prononcé démocratiquement est une imposture. Car on aurait pu aussi consulter l'ensemble des Français, et l'enjeu était tout autre. C'est toute la politique des transports et de l'aménagement du territoire qui aurait été concernée, et il est tout à fait possible, voire probable, que la majorité des Français ait été hostile à la construction de cet aéroport. Au grand dam des entreprises réalisatrices, signataires de contrats plus qu'avantageux dont même la résiliation se révèlera très coûteuse pour la collectivité. Car limiter une question à un seul territoire et à une seule communauté est de plus en plus inadapté à la configuration internationale. Les interférences mondiales sont désormais tellement imbriquées que les choix de chaque nation ont des conséquences sur les autres. Le "Brexit" n'y échappe pas. Consultée dans son ensemble, la population européenne aurait peutêtre voulu éviter la rupture avec la Grande-Bretagne, avec comme conséquence, entre autres, la déstabilisation du système financier, dont tout le monde subira les conséquences, et probablement l'aggravation du rôle de l'Angleterre comme paradis fiscal.

Tous les États modernes ont adopté une forme de démocratie représentative, avec de nombreuses variations dans le mode d'élection, plus ou moins majoritaire ou proportionnel. Les résultats sur l'exercice du pouvoir sont bien connus : efficacité plus grande du système majoritaire, meilleure représentation des minorités dans les systèmes proportionnels. Mais on ne peut échapper à des distorsions entre les choix des représentants du peuple et le peuple lui-même.

Quelle est alors la représentation la plus démocratique du pouvoir ? Celle des élus du peuple, a priori mieux informés de l'importance des enjeux, ou celle du peuple lui-même, tiraillé entre de multiples formes de propagande ? Le référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen en est un bon exemple. Refusé par "le peuple français", ce traité était soutenu par la majorité des élus!

L'Islande a fourni un exemple inverse. Une constitution élaborée en 2013 par une représentation populaire sur laquelle je reviendrai, a été approuvée par les deux tiers des électeurs, mais refusée par le Parlement.

Alors à qui doit-on attribuer le brevet de démocrates, au peuple ou à ses élus ?

Toute élection (ou référendum) est un pari sur l'avenir. Pari proposé par les programmes des candidats, ou avis des partis politiques sur les questions objets des référendums, le choix des électeurs s'appuie sur la crédibilité qu'ils accordent aux uns ou aux autres. Au fil des années et des pratiques gouvernementales (de droite comme de gauche), cette crédibilité semble s'éroder d'élections en élections. Érosion que l'on peut mesurer simplement à l'aune des abstentions.

Les procédés de mise en condition des électeurs sont connus : ouvrages écrits par les candidats, rassemblements populaires, presse écrite ou télévisuelle, réseaux sociaux. Tous ces procédés sont coûteux et si les budgets accordés aux candidats sont encadrés, seuls les grands partis sont aptes à financer des campagnes électorales. Il est inutile d'insister sur les débordements plus ou moins légaux des budgets nécessaires. Il est de la plus haute importance pour les candidats d'avoir le soutien de la presse, d'où l'intérêt des grandes officines financières de contrôler les organes de presse susceptibles de soutenir les candidats qui ont leur faveur. On s'aperçoit (voir *Le Monde Diplomatique* de juillet 2016) que la quasi-totalité des moyens médiatiques de la France sont sous leur dépendance. Pour ne citer que les plus connus : le Groupe Dassaut, Vincent Bolloré, la famille Bouygues, Bernard Arnault, François Pinault, Arnault Lagardère, la famille Bettencourt, etc. La presse indépendante est de plus en plus rare et ne peut que difficilement survivre dans le contexte concurrentiel soumis au dumping des médias soutenus par des groupes financiers. Dans ce contexte on ne peut qu'imaginer les arrangements occultes qui lient plus ou moins les futurs élus avec leurs commanditaires...!

Mais le plus scandaleux n'est pas là. Il ne suffirait pas de reproduire dans les médias les programmes des candidats. Des techniques de communication, mises au point par les agences publicitaires, sont utilisées pour orienter les électeurs, à leur insu pour la plupart comme les techniques commerciales le recommandent. On vend au peuple des élus comme on vend des paquets de lessive. Tous les candidats (au moins ceux qui ont été élus...) disposent de conseils en communication. Ce qui suppose un financement important de la part de "sponsors", dont les futurs élus deviennent par la suite plus ou moins dépendants : il leur est alors impossible de faire des réformes qui iraient contre les intérêts des puissances financières.

Est-on encore en démocratie lorsque les électeurs sont ainsi manipulés ? Comme au temps de l'aristocratie triomphante, le peuple est entre les mains d'une oligarchie financière qui a su s'adapter à des pratiques électorales, simulacres de démocratie. Rien d'étonnant que les hiérarchies sociales se renforcent, que les inégalités s'accroissent, que les "élites" s'auto- reproduisent, fermant de plus en plus la porte des situations responsables et rémunératrices aux classes moyennes et inférieures.

Alors que faire ? La voie révolutionnaire est-elle la seule possible ? Espérée par les uns, redoutée par les autres, elle a dans l'Histoire permis de nombreuses avancées. Mais à chaque fois, au bout d'un certain temps, les déviances ont été les plus fortes, le pouvoir se trouve petit à petit confisqué par les moins altruistes, les plus ambitieux, les plus intéressés. Il est accaparé peu à peu par une caste de professionnels de la politique, dont le peuple se trouve de plus en plus éloigné. La révolution prend alors son sens original de retour à l'état initial, et tout est à recommencer.

La démocratie participative a engendré beaucoup d'espoirs, mais il semble que son territoire d'application soit d'autant plus pertinent que les communautés qui s'y adonnent sont plus réduites, et que les enjeux restent relativement modestes. À l'échelle des nations, la démocratie participative se réduit à des référendums dont on a vu combien ils pouvaient être manipulés.

Le tirage au sort des représentants du peuple n'est plus tout-à-fait considéré comme une facétie, il a déjà fait l'objet d'expériences et il figure même dans des programmes électoraux de certains candidats aux futures élections présidentielles. Le tirage au sort existe déjà dans le choix des jurés populaires : ils ne sont pas professionnels de la justice mais ils représentent assez bien ce que l'on peut attendre de son exercice, une totale indépendance et une véritable représentation populaire.

Le projet de constitution Islandaise, déjà évoqué cidessus, bien qu'il n'ait pas abouti, est un exemple intéressant de représentation populaire tirée au sort. Au départ, 950 citoyens tirés au sort ont été chargés de faire émerger les principaux domaines de la vie communautaire du pays qui devraient être inscrits dans la future constitution. Ensuite, 25 personnes choisies parmi 522, ont été chargées de rédiger un projet de constitution. Projet dont les esquisses ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux, donnant lieu à 3.600 commentaires

et à 360 suggestions. En fin de compte, le projet final a été approuvé par les deux tiers des électeurs, mais refusé comme on l'a vu par le Parlement élu... Cette représentation aléatoire du peuple a pour mérite de confier les responsabilités du pouvoir à des citoyens répartis dans toutes les couches sociales et les milieux professionnels. On évite ainsi la "surreprésentation" de certaines élites - ou soidisant telles – issues de quelques professions privilégiées, des grandes écoles, des permanences des partis politiques ou syndicaux, ou des cabinets ministériels.

On objectera que l'exercice du pouvoir exige un minimum de compétences, d'expérience et de lucidité. À quoi l'on peut répondre que toutes ces qualités ne s'observent pas toujours chez les représentants actuels du pouvoir et qu'une désignation par tirage au sort n'a guère de raison d'être moins judicieuse!

Alors pourquoi ne pas adopter une telle méthode de nomination des élus du peuple, un peu complétée pour éviter celles qui pourraient être trop fantaisistes ? On conserverait la représentation par unité géographique, et pourquoi pas le canton comme maintenant, quitte à en définir de plus vastes pour réduire un peu le nombre de députés. Dans chaque canton on désignerait par tirage au sort un groupe de 20 à 25 personnes à qui l'on demanderait, dans un délai raisonnable de quelques mois, de définir un programme, en les défrayant de leur temps, en les aidant pour leur permettre d'accéder à des informations de toute nature. On passerait alors au stade électoral, les électeurs du canton choisissant parmi les candidats et leurs programmes celui qu'ils jugent le plus apte à les représenter. À chaque nouvelle élection on peut envisager que le précédent élu fasse partie, au moins pour un second mandat, des futurs candidats. On aurait ainsi la possibilité pour les électeurs de reconduire celui dont il serait satisfait.

Une telle pratique aurait pour effet de renouveler régulièrement le milieu politique, et couperait court aux interventions des lobbies commerciaux, à condition que toute relation entre les agents économiques et les élus potentiels soit réprimée.

Si cette solution semble possible pour la désignation des parlementaires, reste à imaginer comment désigner un Président de la République et un gouvernement. Choisir les ministres parmi les députés serait possible, mais sans être une obligation. De même pour la nomination du Président. L'élection de ce dernier au suffrage universel suscite les mêmes critiques que celle des députés dans le système actuel. Revenir à une véritable démocratie suppose que l'on accorde plus de pouvoir au Parlement, s'il est vraiment élu démocratiquement. C'est lui qui devrait élire le Président et désigner le Premier ministre. À supposer que les rôles respectifs des deux soient mieux redéfinis. Reste à préciser le rôle et le mode d'élection des élus locaux, et celui du Sénat.

 Ce mode de désignation des représentants du peuple par tirage au sort n'est pas forcément la panacée, et d'autres solutions peuvent se révéler meilleures, mais de toute manière une refonte constitutionnelle importante devrait être entreprise. À ce titre, l'expérience islandaise mérite d'être considérée.

Il faudra, bien sûr, franchir des barrages importants, montés par le système économique libéral qui

verra d'un mauvais œil disparaître en partie son rôle et son influence sur les électeurs.

Mais on ne peut sans danger laisser les grandes démocraties, en théorie héritières des lumières, des constitutions républicaines et des droits de l'homme, s'enliser définitivement dans un vaste réseau consumériste dont les plus vigilants de nos concitoyens s'accordent à dire qu'il est sans avenir.

Michel BERGER

Deux très bonnes lectures :

Les rédacteurs de *La Grande Relève* ne se privent pas de critiquer les économistes qui façonnent les esprits en pontifiant avec l'aide des grands médias. Nous sommes donc, sans doute, souvent considérés comme des incompétents en matière de ce qui passe pour être "la science économique".



194 pages de format A4, 12€

Eh bien, non, et en voici la preuve : le numéro hors série que *Le Monde Diplomatique* vient de publier. Ce *Manuel d'économie critique* est le fruit d'un formidable travail collectif auquel ont participé pas moins d'une cinquantaine d'auteurs, en grande majorité des économistes, eux, mais pas de ceux qui récitent l'économie telle qu'on leur a enseignée, ils sont de ceux qui sont capables de penser et de critiquer. Alors nous ne leur en voulons pas si dans l'éventail de la double page qui montre «*le foisonnement d'écoles de pensée*», celle de J. Duboin a été omise puisqu'il est précisé que «*ce schéma ne prétend pas décrire l'ensemble des courants*»...

Publicité gratuite de notre part (évidemment!), nous recommandons vivement cette brochure à nos lecteurs parce qu'ils y trouveront explications, documents, citations, détails et schémas à l'appui, à propos de la plupart des critiques que nous avons pris le parti de faire, depuis si longtemps, dans nos

colonnes. Ils pourront y puiser des arguments pour soutenir, par exemple, que oui, les banques créent de la monnaie ex nihilo, ou que oui, il faut dénoncer les dangers des traités de libre-échange préparés en secret ; mais que non, il ne faut pas confondre croissance et prospérité, etc., bref que bien des experts se trompent et nous trompent parce que l'économie n'est pas une science.

Ce collectif d'économistes ne va pas jusqu'à proposer une alternative au capitalisme, comme ose le faire *La Grande Relève*. Pourtant, la proposition d'un revenu garanti y est présentée «pour dépasser le salariat». Alors, tirons-en une bouffée d'optimisme : cette indispensable analyse critique de l'économie actuelle ne peut que conduire, à terme, après réflexion, qu'à des propositions constructives, c'est donc le bon sens qui va enfin l'emporter!

Depuis sa fondation en 1970, le CETIM* étudie les problèmes posés par les sociétés transnationales (STN) et montre leur rôle néfaste dans la production de biens dans les pays du Sud : elle ne répond pas aux besoins élémentaires de leurs populations. La situation s'est encore aggravée, de plus en plus des STN violent les droits humains et le font dans une impunité quasi totale.



Dans sa brochure *Impunité des sociétés transnationales*, publiée en septembre 2016, le CETIM dénonce l'offensive du capital financier et la responsabilité des pays du Nord dans l'adoption de toute une série de normes internationales, tels les accords multilatéraux sur le commerce et les investissements, qui ignorent les droits humains. Les promoteurs de la mondialisation néolibérale ont ainsi élevé les STN au rang d'agents privilégiés du développement, et les privatisations massives des services publics en leur faveur ont renforcé leur position, au point qu'elles contrôlent désormais l'essentiel de la production et de la commercialisation des biens et des services à l'échelle mondiale, qu'elles ont une influence déterminante dans la plupart des décisions politiques et économiques, tout en échappant le plus souvent

à toute poursuite judiciaire. Cette publication montre la nécessité et l'urgence d'avoir un instrument international qui impose des normes contraignantes au niveau mondial pour sanctionner les multinationales impliquées dans ces violations des droits humains et souligne l'importance pour les victimes d'obtenir réparation.

*CETIM = Centre Europe – Tiers Monde, rue Amat 6, 1202 Genève, Suisse

contact@cetim.ch

Amateurs de bon cinéma, Aline et Michel Colline ont été si "emballés" par un film qu'ils souhaitent que tous nos lecteurs aillent le voir :

À ne pas manquer!

e manquez surtout pas d'aller voir le film *Toni Erdmann*, le troisième long métrage de la jeune réalisatrice allemande MAREN ADE. En apparence, il s'agit d'une comédie burlesque, mais qui ne manque pas de subtilité!

Un père excentrique et farceur cherche à savoir si sa fille est heureuse. Brillante consultante d'une filiale allemande d'une multinationale de conseil aux entreprises, celle-ci est en poste en Roumanie, et sa façon de vivre semble à son père totalement étrangère son idée du bonheur...



Alors, par des gags loufoques, par des situations imaginaires et absurdes, ce père va perturber la vie intense et rigide de sa fille et révéler ainsi le carcan des conventions sociales.

C'est pourtant un film éminemment politique : il illustre les dégâts du libéralisme économique mondialisé. Car on découvre que la fille en question est chargée de répondre à la demande d'une compagnie d'exploitation pétrolière qui, cherchant la "rentabilité", veut se décharger de la maintenance de ses installations sur un sous-traitant moins cher, chinois par exemple.

On va donc en Roumanie, de galeries marchandes (identiques évidemment à celles d'Allemagne, donc hors de portée de la plupart des Roumains) en sites industriels (à mettre aux

normes européennes), et de réceptions guindées ou loufoques à la vie à la campagne, où la spontanéité humaine côtoie les dures réalités de la mondialisation. La mise en scène est sobre, elle joue sur l'importance des détails du quotidien (vêtements, déguisement ou nudité) qui peuvent à tout moment faire basculer l'action. Les acteurs campent avec subtilité leurs personnages. Sandra Hüller est la fille, une Inès Conradi psychorigide et dominatrice, mais aussi fragile, elle trouve les opinions de son père trop simplistes, voire naïves. L'acteur de théâtre Peter Simonischek est à la fois le père, Toni Conradi, alias Toni Erdmann et aussi Winfried, un personnage déjanté, né de l'imagination de Toni pour essayer de retrouver sa fille perdue dans la mondialisation.

Maren Ade nous livre une conclusion désabusée quand Inès «fend l'armure» et retrouve la chaleur des relations humaines. Mais ce n'est qu'une parenthèse, vite refermée, car elle change de boîte et part en Chine prodiguer... les mêmes conseils! Certains critiques ont fait la fine bouche devant ce film qui sort des sentiers battus du cinéma commercial. L'assimilant à une comédie, ils lui reprochent des gags jugés molassons par comparaison avec les comédies américaines des années 1920, 30, 40 (Chaplin, Keaton, Lubitsch, Capra ou même Hawks). Ils se sont trompés de lunettes, c'est bien un film politique, mais qu'ils n'ont pas voulu voir.

Aline et Michel COLLINE

Ceux qui n'en peuvent plus

Ils sont assis tous deux sur un vieux banc public, Pauvres vieux que le froid chasse de leur demeure ; Ils attendent muets, sans nul souci de l'heure, Le soleil qui sur eux jette quelque déclic.

Parfois de son bâton entre ses doigts raidis, Le vieux péniblement assemble quelques brindilles, Et la vieille remplit son tablier de charmilles Pour faire un peu de feu sans doute en leur taudis.

Et leurs yeux presqu'éteints regardent tristement La prison qui là-bas leur semble hospitalière. «Oh! si c'était chauffé» pense le pauvre hère «Si nous pouvions manger», dit-elle doucement.

Je songe avec douleur à ces vieux orphelins Si rudement broyés par la machine humaine, Pauvres forçats perclus, traînant leur lourde chaîne, N'en pouvant plus, montant toujours leurs durs chemins.

Et tandis que tout bas ils rêvent de prison, Que de passants repus raillent cette indigence Quand il faudrait ôter si peu de cette opulence Pour apaiser leur faim dans une humble maison.

Berthe ESCURPEYRAT

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

J. Roy 7 - J. Chauvin 23 - M.-A. Lextray 27 - C. Robin 7 - G. Evrard 2 - B. Halff 127 - G. Houdard 22 - D. Barreau 7 - T. Delaunay 2 - R. Cazilhac 7 - A. Chadeyron 27 - M. Bert 27 - J.-P. Degano 27 - H. Anquetil 19 - A. Stourm 2 - Total : 333 euros. *Merci à tous !*

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Sésolé pour mon retard à renouveler mon abonnement à cette revue dont les contributions sont toujours stimulantes et contribuent à nous dégager un peu des miasmes diffusés par les pouvoirs en place. Même si dans votre numéro de ce mois de juillet "un salaire à vie" ou "une allocation universelle" sous les fourches caudines du capitalisme me font un peu tiquer. Même si, plus encore, l'ode au politicien roublard que fut M. Rocard par P. Viveret m'a fait carrément grincer les dents (pour le moins !). Le bémol de Ph. Corcuff rapporté par M-L Duboin est bien indulgent concernant ce sinistre sire (archétype de tant d'autres dans le marigot des serviteutrs zélés du capital). J'ai confiance, à vous lire depuis des années, que vous ne céderez pas à l'appel des sirènes qui nous exhortent à baisser la tête, à renoncer à penser, à accepter "l'ordre en place", cet "ordre" qui s'oriente de

plus en plus vers le totalitarisme. Conformément à la "stratégie du choc", les menaces terroristes, judicieusement instrumentalisées s'il y a lieu, sont "pain béni" pour ces pouvoirs dont les atours de légitimité vacillent.

C. R. Saintes
Réponse : Vous avez bien noté, à propos de cet article de juillet, que le revenu social que nous défendons n'est pas proposé comme étant comptaible avec une économie capitaliste.

par internet:

Pour la premiere fois j'ai un peu été déçue par le journal quand il a fait l'éloge du très libéral Rocard.

C.T.

S.B.

Moi aussi. Rocard, que les médias serviles présentent comme le père de la gauche moderne (ça fait chic!), fut le premier à détricoter le tissu social de la classe ouvrière avec la bénédiction de Mitterrand.



ENTR'AIDE DE NOS LECTEURS

ANNONCE

Depuis longtemps, je suis à la recherche de livres d'un auteur très peu connu, OMER CHEVALIER et particulièrement d'un recueil de poèmes dont le titre est :

L'éternelle genèse édité en 1932 par les éditions Delmas de Bordeaux. Si vous pouvez m'y aider, merci de m'écrire à l'adresse :

> Michel BERT, 7 Rue Alfred Giret, 33270 Floirac

Pour information : autres titres du même auteur :

Le Livre des parias,1881-1883,(1886) Les Révoltes, 1886-1887, (1888);

Le Livre des heureux, (1889);

L'avatar d'Yvan Orel (dont un exemplaire d'occasion, broché, 299 pages est proposé par Amazone contre ... 91 euros).

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

RÉGIME INTERNATIONAL, suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :

Zone 1 (Bénélux, Espagne, R-U, Suisse, ...) 29 euros. Zone 2 (autres pays européens)27 euros.

Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . 30 euros.

RÈGLEMENTS:

par chèque, bancaire ou postal, établi à l'ordre de

La Grande Relève

et envoyé

88 Bd Carnot

78110 Le Vésinet

France

N° de compte à la banque postale 1340239M020 IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016

BIC: PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR
M., Mme, ou Melle, prénom, nom :
immeuble (éventuellement) :
code postal et commune :
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DEeuros PAR CHÈQUE N°



CE QUE NOUS PROPOSONS:

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR: • JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (2 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres
ont été numérisés, et leur texte intégral est
disponible gratuitement sur notre site internet.

- ET SI ON CHANGEAIT ?
 Bande dessinée par J.Vignes-Elle (4 euros).
- LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000



Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• MAIS OÙ VA L'ARGENT? l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 euros).



• D'anciens numéros et un court résumé de nos thèses (4 pages de format A4) sont disponibles (2 euros chacun).

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN Direction et mise en pages: Marie-Louise DUBOIN Rédaction: les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme: Lasserpe, Anne-Laure Witschger, Dédé Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale: 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet Téléphone, seulement le lundi après-midi: 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr Site internet : http://www.economiedistributive.fr